

Le pouvoir aux travailleurs

22 AVRIL 2012

N° 181

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- LA CHERTÉ DE LA VIE, UNE RÉALITÉ POUR LES PAUVRES, PAS POUR LES RICHES.....	2
- LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, DU BLABLA !.....	
- NON AUX COUPURES DE COURANT ET D'EAU A ABOBO.....	4 -
- PETITE ANECDOTE PAR RAPPORT AU COUP D'ÉTAT ET A LA RÉBELLION TOUAREG AU MALI.....	5
- LES ATTAQUES DU PATRONAT ET DE L'ÉTAT CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LA RISPOSTE NÉCESSAIRE.....	6
- SIMAT : SITUATION PRÉCAIRE DES TRAVAILLEURS.....	6 -
- SOTACI : LES ÉLECTIONS A ELLES SEULES NE RESOUDRONT PAS TOUS LES PROBLÈMES.....	7 -
- CMI : UN DEBRAYAGE POUR SOUTENIR LES COLLEGUES LICENCIÉS	8 -
- SINA PLAST : NON AUX RENVOIS ABUSIFS	9
- MALI : LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À DEFENDRE LES FRONTIÈRES HÉRITÉES DU COLONIALISME !.....	10 -
- LA SITUATION AU NORD DU MALI: UNE DES CONSEQUENCES DIRECTES DE LA CHUTE DU DICTATEUR KADHAFI.....	12

LA CHERTÉ DE LA VIE, UNE RÉALITÉ POUR LES PAUVRES, PAS POUR LES RICHES

Il a suffi d'une déstabilisation politique au Mali pour que le prix de la viande flambe sur le marché. A peine quelques jours auparavant, le gouvernement se vantait pourtant d'avoir réussi à faire baisser son prix grâce aux prétendues actions menées sur le terrain contre les « *faux frais* » que sont les rackets policiers sur les routes. Déjà, c'était un gros mensonge, quand on sait que ce gouvernement ne contrôle toujours pas la partie Nord du pays. Mais voilà qu'un évènement qui se déroule à l'extérieur de la Côte d'Ivoire suffit pour que le prix de la viande augmente. C'est dire que les boniments et les matraquages médiatiques sur la soi-disant lutte contre la cherté de la vie et la pauvreté ne valent pas plus que ça !

Demain, il nous sortira d'autres mensonges, concernant le riz par exemple. Il invoquera un évènement climatique pour justifier la montée de son prix sur les étals. La hausse du prix à la pompe du carburant et ses répercussions sur l'activité économique sera comme par le passé, justifiée par des raisons annexes somme toute marginales, pour mieux occulter l'avidité des compagnies pétrolières et les taxes prélevées par l'Etat.

Les effets sur les prix provoqués par les spéculations sur tout ce qui se vend et qui s'achète sont une réalité. Les denrées alimentaires n'y échappent pas. Les banquiers et les actionnaires s'y livrent au gré de leurs intérêts financiers. Les conséquences, ce ne sont pas les riches qui les subissent mais surtout les pauvres.

C'est dire, oh combien, les prétendues mesures annoncées par le gouvernement « *contre la cherté de la vie* » sont dérisoires et relèvent plus de la propagande. Ce n'est pas en répétant à longueur de journée que les prix baissent que cela devient une réalité sur le terrain.

De plus, la préoccupation principale des travailleurs n'est pas tant de savoir si le prix de la viande, par exemple, baisse ou augmente. Faudrait-il encore avoir un revenu suffisant pour acheter cette denrée qui ne vaut pas moins que 1750 Fr le kilo.

Mais ce n'est manifestement pas le souci du 1^{er} Ministre Ahoussou-Kouadio, qui a fait le « *show* » en faisant la tournée des marchés. Ni d'ailleurs de son ami milliardaire, François Amichia, qui l'a accueilli avec fanfare au marché de Treichville. Ceux-là, en un seul repas, ils ont les moyens de dépenser le salaire annuel d'un ouvrier ! Que dire alors de tous ces riches qui ont la mainmise sur le port, les banques, les industries, le transport, etc ?

Tous ces gens gagnent d'autant plus que les salaires des travailleurs sont bloqués depuis des années pendant que tous les prix augmentent !

En fait, pour que le pouvoir d'achat des travailleurs arrête de dégringoler, il faudrait que les salaires soient augmentés.

Aujourd'hui, à l'approche du 1^{er} mai, beaucoup de travailleurs espèrent que le gouvernement annoncera une augmentation des salaires. Même en admettant que cette augmentation soit annoncée, ce qui n'est pas encore dit, elle sera dérisoire par rapport à la cherté de la vie.

Pour que la situation des travailleurs change, il faudrait qu'eux-mêmes retrouvent les moyens d'imposer une augmentation significative de tous les salaires.

L E U R S O C I E T E

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, DU BLABLABLA !

Au cours d'une tribune à l'hôtel ivoire, Hamed Bakayoko, ministre de l'intérieur, a déclaré qu'il a des preuves que 300 agents de la police sont entrés dans ce corps de façon irrégulière qu'ils seront radiés des effectifs de la police. Il affirme ceci : « *Beaucoup n'ont pas le niveau. Quelques uns ont présenté de faux diplômes. Tout cela sera traité pour assainir le milieu de la police* ». Il continue en affirmant qu'il s'est lancé dans la perspective d'une politique de moralisation de la police et va extirper la corruption du milieu de la police. Que de belles paroles !

Il est vrai que certaines personnes passent par des voies détournées pour intégrer la fonction publique et les autres corps de l'Etat. Et cela n'est plus un secret ici en Côte

d'Ivoire. Mais quand l'Etat ne crée pas d'emplois pour absorber tous les diplômés et que plusieurs générations se retrouvent au chômage et qu'ensuite pour un concours de 100 places il y a 20 mille à 30 mille postulants cela ouvre la porte à la fraude. D'ailleurs, comment les centaines de combattants pro-Ouattara ont-ils fait pour se retrouver à l'école de police et à celle de la gendarmerie alors que les concours sont suspendus?

Celui-là même qui dit lutter contre la corruption, comment à-t-il fait pour accumuler tous les biens en sa possession ? Ce monsieur veut faire croire qu'il a changé, mais il y a un dicton qui dit que le serpent change de peau mais ne change pas sa manière de faire.

CRÉATION D'EMPLOIS : LE PRÉSIDENT SATISFAIT DE LUI-MÊME, MAIS LA RÉALITÉ EST TOUTE AUTRE

Dans son interview télévisée du 30 mars dernier, Alassane Ouattara, à la question sur l'emploi, n'a pas manqué de vanter son bilan. Ainsi, il fait remarquer : « *Nous avons eu le mérite de créer 50 000 emplois en six mois ; ce que les autres n'ont pas pu faire en 10 ans* ».

Il oublie qu'il a promis de créer 1 000 000 d'emplois en 5 ans au cours de la campagne électorale. Ce n'est pas sûr que ce chiffre de 50 000 emplois soit vrai, mais même encore cela ferait seulement 5% du total. Autant dire qu'à ce rythme, ce sera une promesse électorale non tenue de plus. Mais, ce que le président oublie

de mentionner, c'est que les entreprises ont licencié beaucoup plus. C'est chaque jour que dans les zones industrielles, les entreprises licencient pour recruter ensuite des travailleurs avec des contrats encore plus précaires. Les ouvriers mesurent dans leur vie quotidienne, la baisse de leur pouvoir d'achat, la baisse des salaires, de plus mauvaises conditions de travail et de vie.

La situation des travailleurs est dramatique. Ce n'est pas le cas pour les patrons. En effet, les organisations patronales telles que la CGECI ou la Chambre de commerce ne manquent

L E U R S O C I E T E

pas une occasion de s'étaler dans les journaux sur l'amélioration de l'environnement des affaires. Ce gouvernement n'a pas attendu longtemps pour voter des lois en faveur des patrons pour dit-il booster la création d'emplois. Ainsi, le code d'investissement a été changé, il y a promotion pour la zone franche, des exonérations fiscales à tout va, les

entreprises sinistrées en 2004 ont été dédommagées, etc. Déjà, Ouattara a fait le tour des structures publiques et pense à en privatiser certaines. Ce sera une manne encore pour les patrons !

Alors, assez des mensonges des politiciens qui veulent nous faire croire qu'ils font quelque chose pour la population !

NON AUX COUPURES DE COURANT ET D'EAU A ABOBO

Les coupures d'eau et d'électricité sont récurrentes à Abobo. Déjà, le problème d'eau était chronique dans les quartiers comme Belleville, Biabou, PK 18, Derrière-Rails, N'Dotré, etc. Les robinets de la SODECI n'y délivrent leur liquide devenu précieux qu'aux heures très avancées de la nuit. Pour avoir de l'eau, les femmes sont bien obligées de braver les risques d'agression. En plus de cela, charger l'eau dans des bassines, expose à des problèmes d'hygiène. Dans certains endroits, les habitants recourent de plus en plus à l'eau de puits pour la vaisselle, la lessive et d'autres petits besoins.

Abidjan se trouve dans une région lagunaire, la pluviométrie y est très bonne. Il n'y a donc pas besoin de forer très profondément pour trouver de l'eau. Les infrastructures actuelles datent de plusieurs décennies. Prenons une commune comme Abobo. On y trouve deux châteaux d'eau, l'un à Avocatier et l'autre à l'entrée de la commune au niveau de Filtisac. En plus de desservir la commune, ils alimentent aussi en eau, Adjamé et

une partie de Cocody. Aujourd'hui, 20 à 35 ans plus tard, Abobo s'est très étendu en superficie et sa population s'est multipliée par plus de 10 voire même 20. Et pourtant aucune infrastructure n'est venue renforcer celles déjà existantes. Cette situation n'est point spécifique à cette municipalité. Toutes les communes populaires (Yopougon, Koumassi, Port-Bouët) y sont aussi confrontées.

A ce problème d'eau, s'ajoute maintenant les coupures fréquentes d'électricité. Il ne se passe pas une nuit sans que ces interruptions ne surviennent. Dans le quartier de Derrière-rails, au début, des bandes de voyous en profitaient pour détrousser les populations. Il a fallu que les habitants du quartier s'organisent pour les attendre pour qu'ils stoppent un peu. Mais à chaque coupure, il y a toujours des agressions et il ne fait donc pas bon de se retrouver trop loin de chez soi. Avec la chaleur actuelle, les logements mal aérés se transforment en fournaise, sans les ventilateurs. S'il y a un nouveau né dans la maison, la situation devient

L E U R S O C I E T E

dramatique. C'est donc dans les cours que les familles s'entassent pour passer la nuit.

Cette situation dure depuis des mois et les autorités gouvernementales ne semblent point s'en émouvoir. Et pourtant, il faut bien que cette précarisation des quartiers populaires cesse. En cela, l'exemple d'un sous-quartier d'Abobo du nom de Bocabo, est parlant. Il y a quelques années de cela, le quartier était desservi par un poste de transformateur qui disjonctait tous les soirs, quand les usagers

mettaient leurs appareils en marche. Comme les différentes démarches ne donnaient rien, les populations s'étaient déportées à la mairie pour rappeler de manière bruyante à l'élu local leurs calvaires. Et les gens ont menacé de recommencer si une solution n'était pas trouvée dans les délais. C'est ainsi qu'ils ont pu avoir un transformateur adéquat.

Voilà un exemple qui pourrait être réédité, cette fois dans de nombreux quartiers.

PETITE ANECDOTE PAR RAPPORT AU COUP D'ÉTAT ET A LA RÉBELLION TOUAREG AU MALI

Aux alentours du 15 Avril 2012, un chauffeur de minicar communément désigné sous le nom de Gbaka est arrivé à la gare de sable après Samaké. Là, trois sahéliens à la peau plus claire cheminaient en bordure de route. Arrivé à leur niveau le chauffeur de gbaka a marqué un stop et a commencé à proférer des menaces à leur endroit en disant : « *C'est vous qui voulez prendre tout notre grand Mali ! On va vous tuer ici, vous allez voir !* ». Dans la même lancée, certains

passagers se sont joints à lui. Il a fallu l'intervention des autres passagers pour que le chauffeur reprenne son service.

Le chauffeur, certainement un malien, trouve que même les touaregs d'ici, vivant plus difficilement que lui, sont autant responsables que ceux qui combattent pour le contrôle du Mali. Il oublie les calvaires et brimades dont il a lui-même été victime sous les régimes passés en Côte d'Ivoire !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES ATTAQUES DU PATRONAT ET DE L'ÉTAT CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LA RISPOSTE NÉCESSAIRE

Depuis quelque temps, les travailleurs ne font que recevoir des coups du patronat avec la complicité du gouvernement : augmentation de l'âge de départ à la retraite, augmentation du taux de cotisation pour la retraite. Ceci se traduit par une réduction du revenu du travailleur alors que sur le marché. Les produits de première nécessité ne font qu'augmenter. En plus de toutes ces mesures, Il y a aussi les renvois tant dans le public que dans le privé.

On se souvient encore des vagues de licenciements des travailleurs du port d'Abidjan, des agents de la RTI qui ont d'abord été mis en chômage technique et qui ont ensuite été renvoyés, ceux de la sotra qui sont eux aussi en train de subir le même sort que ceux de la RTI. Les directeurs des entreprises d'Etat ont les mains libres pour jeter à la rue leurs employés. Surtout que le chef de l'Etat dans un entretien télé affirmait que : « *lorsqu'un directeur voit les charges de l'entreprise plus élevées*

que les revenus, celui-ci est libre de se séparer des employés et cela n'est pas de son fait. » Cette déclaration donne carte blanche aux chefs d'entreprises d'Etat de licencier quand ils veulent et qui ils veulent.

Quant aux entreprises du privé, depuis longtemps elles n'embauchent plus. Beaucoup de travailleurs sont en statut de journalier. Ceux-là sont corvéables à merci. Les patrons les jettent à la porte à chaque fois que leur carnet de commandes est plein, sans égard pour les travailleurs qui restent durant tout ce temps sans revenu.

Depuis longtemps, le patronat se sent le vent en poupe. Il fait la pluie et le beau temps avec la bénédiction de l'Etat qui joue son rôle de protecteur des richesses des capitalistes. Du côté des travailleurs, la peur de perdre leur emploi place peut-être, beaucoup d'entre eux dans une situation d'attente. Mais combien de temps cela va-t-il durer quand on sait que la cherté de la vie devient de plus en plus insupportable ?

SIMAT :

SITUATION PRÉCAIRE DES TRAVAILLEURS

Non à la précarisation des emplois

Simat est une entreprise d'import-export. Elle est basée dans le port d'Abidjan. Elle possède également d'autres entrepôts à l'extérieur du port. Cette entreprise assure le transit des produits comme le riz, le cacao, le café, la noix de cajou, les engrais etc.

Elle emploie de nombreux travailleurs dont des chauffeurs, des convoyeurs, des commis, des « fourchettiers », des agents de nettoyage. Bien que cette entreprise soit l'une des plus grosses installées au port, l'écrasante majorité de ses travailleurs sont des journaliers payés par quinzaine en fonction du nombre de jours travaillés. Les embauches sont presque inexistantes.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Pour ces travailleurs journaliers, les patrons payent un salaire au rabais. Ils n'ont pas de congés payés, pas de retraite, pas d'assurance maladie et peuvent être licenciés à tout moment en fonction des désirs de la direction. Et c'est tout bénéfique pour les patrons qui ne rêvent que d'amasser toujours plus de profit.

Il y a aussi une autre catégorie d'ouvriers qui, eux, sont encore plus au bas de l'échelle. Ils sont pour le compte de tacherons qui prélèvent au passage une partie de leur salaire. Ceux-ci ne sont pas reconnus par l'entreprise et pourtant ces derniers exercent dans ses entrepôts. Ils s'occupent du chargement et du déchargement des camions et sont payés par tonnage de marchandises manipulées. A ces ouvriers, les patrons ne se donnent même pas la peine de fournir le minimum de matériel de protection. En cas d'accident de travail, ils sont livrés à eux-mêmes.

Y en a marre des retards de paiement des salaires

Les ouvriers journaliers reçoivent presque tout le temps leur salaire en retard. A ce sujet, voici exprimé en quelques mots le raz-le-bol de l'un de ces travailleurs.

« Cela fait près de 4 jours que nous n'avons pas reçu nos salaires de la dernière quinzaine. Jusque là, nous ne savons pas quand nous les percevrons. D'ailleurs, après chaque quinzaine, nous devons attendre plusieurs jours avant d'espérer recevoir notre salaire. Déjà que le salaire est insuffisant pour couvrir nos charges, s'il faut attendre à chaque fois des jours avant de l'avoir, c'est une situation qui n'est pas faite pour nous arranger.

Mais ici, les patrons sont tellement arrogants qu'ils ne daignent même pas donner d'explication à ces retards répétitifs. Ils n'hésitent pas à menacer de renvoi, quiconque ose lever le petit doigt. »

Pour le moment, ça murmure entre les travailleurs. Entre les murmures et la grogne, il n'y a qu'un pas. Il peut être vite franchi.

SOTACI : LES ÉLECTIONS A ELLES SEULES NE RESOUDRONT PAS TOUS LES PROBLÈMES.

Les élections des délégués ont captivé pendant plusieurs jours l'attention des travailleurs de la Sotaci. Elles ont opposé quatre syndicats. À l'issue du scrutin, l'un d'entre eux, en l'occurrence le Synas a raflé presque tous les sièges à plus de 80% des suffrages exprimés. Ces élections ont suscité beaucoup d'engouement et

d'espoir chez les travailleurs. C'est une bonne chose d'y avoir participé pour choisir nos représentants face au patron.

Aujourd'hui, qu'elles sont terminées, il faut se rendre à l'évidence qu'à elles seules, elles ne peuvent pas changer notre situation.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

C'est encore frais dans nos têtes que même pour obtenir les 13 000 F d'augmentation pour les embauchés, récemment, il a fallu l'union et la mobilisation de l'ensemble des travailleurs.

Si nous voulons améliorer de façon conséquente notre sort, il nous faudra de nouveau une mobilisation, cette fois plus réussie.

ACCIDENTS DE TRAVAIL

A l'occasion de la 16^{ème} journée africaine de la prévention, on apprend qu'il y a 8 000 cas d'accidents de travail par an soit 22 cas par jour en Côte d'Ivoire. Mais même ce chiffre comme le reconnaît celui qui a donné ces statistiques, est en deçà de la réalité car il ne prend en compte que ceux qui sont déclarés à la CNPS. Or depuis de nombreuses années, dans les entreprises, il y a souvent 3 ou 4 fois plus de journaliers que d'embauchés. Quand ceux-ci ont des accidents, c'est à peine s'ils ne sont pas jetés à la rue sans aucune compensation. Sur les chantiers du bâtiment, les grandes entreprises par le truchement des « tâcherons » emploient de la main d'œuvre mal payée, qui n'a aucune couverture sociale. Combien de charpentiers chutent sur les chantiers, y perdent la vie ou même sont handicapés sans

être pris en compte par la caisse de Sécurité Sociale?

Les employeurs économisent sur tout pour faire plus de profits. Ils ne mettent pas à la disposition des travailleurs des casques adaptés et rognent sur toutes les mesures de sécurité. Il y a de moins en moins de travailleurs pour une charge de travail en augmentation. Les cadences sont si infernales qu'à tout moment l'accident peut arriver !

Aussi, ce ne sont pas les colloques ou les journées de ce genre qui peuvent améliorer quoi que ce soit ni comme le fait l'orateur, en incitant les organisations syndicales à créer en leur sein des commissions chargées des questions de sécurité au travail.

Les patrons doivent investir dans la sécurité et cesser de contourner les lois !

CMI : UN DEBRAYAGE POUR SOUTENIR LES COLLEGUES LICENCIÉS

Le mardi 17 avril, deux chantiers de CMI (Construction Métallique Ivoirienne), étaient en grève. Les travailleurs protestaient contre le renvoi de 5 des leurs que la direction accuse d'être les instigateurs de la

dernière grève survenue sur les chantiers.

En effet, le jeudi 05 avril, les travailleurs du chantier de « Palm Club » situé à Cocody ont débrayé

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

pour réclamer leur salaire en retard. Le vendredi 06, ceux de Port-Bouet « Onomo » ont rejoint aussi le mouvement pour les mêmes raisons. A la reprise, le mardi 10, après les fêtes de pâques, les travailleurs ont continué la grève dans l'après midi quand ils ont reçu leur paie.

Mais le lendemain mercredi 11, la direction convoqua 5 des travailleurs pour leur remettre une lettre de « *demandes d'explication* » sur leur rôle joué pendant la grève. C'est ainsi que la direction décida de se séparer de ces 5 travailleurs. Le lundi 16, ils reçurent leur lettre de licenciement pour « *faute lourde* ». C'est ce comportement de la direction qui provoqua la colère des travailleurs. Le mardi 17, par solidarité, ils ont arrêté le travail sur les deux chantiers. Le

Directeur Général a fait le tour des chantiers sous escorte de la gendarmerie. Il a aussi fait appel à l'inspection de travail pour venir à son secours.

Sur le chantier de Port Bouet Onomo, les travailleurs ont repris le travail sous la menace voilée de la gendarmerie. Quant à l'inspection de travail, de son côté elle a réussi à arranger les choses en faveur du patron. Finalement, un accord a été signé où ces travailleurs renvoyés ont eu droit à un mois de salaire comme mesure d'accompagnement.

Malgré le fait que le mouvement n'a pas été profond, cette fois-ci les travailleurs renvoyés sont partis la tête haute parce qu'ils ont eu le soutien de leurs collègues.

SINA PLAST : NON AU RENVOI ABUSIF

Suite à une petite grève de trois jours dans le mois d'octobre 2011, qui est resté dans la gorge du patron, ce dernier veut aujourd'hui se venger des travailleurs.

Il veut surtout se séparer de ceux qu'il considère comme les meneurs parce qu'il se sent incapable de s'attaquer à l'ensemble des travailleurs. Ces travailleurs considérés comme des pestiférés sont

indésirables devant l'usine. Aucun d'entre eux n'a repris le travail et pourtant de nouveaux travailleurs sont embauchés tous les jours. Ces derniers usent le bas de leurs chaussures à longueur de journée et le chef du personnel ne fait que repousser les dates.

Il faudra la mobilisation des travailleurs pour contraindre le patron à arrêter son petit jeu.

**MALI : LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À DÉFENDRE
LES FRONTIÈRES HÉRITÉES DU COLONIALISME !**

Lorsque les putschistes ont renversé, le 22 mars dernier, le président malien Amadou Toumani Touré, le principal dirigeant de ce putsch, le capitaine Amadou Haya Sanogo, déclarait à la radio et à la télévision (dont les locaux ont été préalablement confisqués par ses partisans), que la principale raison qui l'a poussé à renverser ATT était l'incapacité de ce dernier à faire face à la rébellion dans le nord du pays et à défendre "*l'intégrité du territoire nationale*".

Le discours nationaliste des putschistes a rencontré une certaine sympathie au sein de la population, notamment à Bamako, et plus particulièrement au sein de la jeunesse estudiantine. Cela s'est vu lorsque les dirigeants de la Cedeao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ont fait pression sur les militaires pour qu'ils respectent "*l'ordre constitutionnel*" et remettent le pouvoir aux civils. Quelques centaines de personnes sont sorties dans les rues de la capitale pour soutenir les putschistes. Certains politiciens qui, la veille encore, était des "*alliés*" d'ATT ont fait acte d'allégeance devant les nouveaux maîtres de Bamako et ont affirmé leur envie de participer à la "*transition*".

Finalement, par la démission officielle d'ATT et par l'investiture du président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, au poste intérimaire de chef de l'Etat, puis par la désignation d'un Premier ministre, les dirigeants de la Cedeao (et derrière eux ceux de l'impérialisme français) et les putschistes ont trouvé un terrain d'entente et chacun a sauvé sa face. Les putschistes ont eu leur part du gâteau en s'attribuant des postes ministériels importants. Les "*civils*" sont mis au devant de la scène mais

derrière eux ce sont les galonnés qui ont le vrai pouvoir.

Tout dernièrement, le 21 avril, un grand meeting a réuni 4000 personnes à Bamako pour demander à l'armée d'aller "*au front*" et "*libérer le Nord*". Le secrétaire générale de l'UTM (Union des Travailleurs du Mali) qui fait partie de ceux qui ont appelé à la tenue de ce meeting a déclaré que selon lui "*ce qui est fondamentale à l'heure actuelle c'est la libération du Nord*". Tout en demandant aux militaires de respecter l'ordre constitutionnel, il les exhorte à défendre l'intégrité territoriale.

A peine nommé à son poste de Premier ministre Cheikh Modibo Diarra y est allé, lui aussi de son couplet patriotard en promettant que "*pas un centimètre carré du sol de la patrie ne restera occupé par qui que ce soit ou quoi que ce soit*". Tous les politiciens sans exception entonnent la même rengaine. "*On peut tout négocier, sauf l'intégrité territoriale*" disent certains. D'autres font de la surenchère en demandant aux jeunes d'accepter de se sacrifier pour défendre les frontières du Mali. Ces frontières seraient si "*sacrées*" que l'armée qui est sensée les défendre a plié bagage de la région Nord en abandonnant ses casernes ou ses positions de Kidal, Gao et Tombouctou face à quelques centaines d'hommes armés de la rébellion renforcés par les forces des mouvements islamistes qui ont proclamé l'indépendance de l'Azawad.

L'armée malienne possède 50 généraux et autant de "*colonel-majors*". Ils mènent grand train de vie et s'enrichissent en s'adonnant à toutes sortes de trafics. Ils rackettent dans les postes frontières et vivent de la corruption. S'ils considèrent que les frontières maliennes sont tellement "*sacrées*", qu'ils aillent donc aux combats dans le désert du "*Grand-*

Nord" au lieu de pousser les autres à la mort pour rien, alors qu'eux-mêmes sont si confortablement logés dans leurs pavillons bien climatisés des beaux quartiers de Bamako.

Non, les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner dans cette surenchère nationaliste. Les frontières qui séparent le Mali des sept pays qui l'entourent ont été tracées par le colonialisme français au moment des indépendances. Elles ne tiennent aucunement compte des intérêts des populations qui habitent de part et d'autre de ces frontières. Le Mali est loin d'être le seul pays où la question des frontières reste épineuse. Entre le Sénégal et la Mauritanie la puissance coloniale a décidé que c'est le fleuve qui fait frontière. Mais on sait que de part et d'autre ce sont les mêmes ethnies qui y vivent. C'est ainsi que certaines familles se sont retrouvées divisées en plusieurs nationalités entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Il en va de même pour les Touareg (qui sont un peuple nomade) partagés entre le Mali, le Niger, la Mauritanie, l'Algérie, la Libye, le Tchad.

Ces frontières sont des cadeaux empoisonnés hérités de la décolonisation. Elles ont été tracées délibérément pour diviser les populations afin de mieux les dominer. Leurs tracés ont déjà donné prétexte aux Etats sénégalais et mauritanien de s'affronter militairement en 1989, causant des centaines de morts et des dizaines de milliers de réfugiés. De nombreux réfugiés n'ont pas encore retrouvés leurs maisons, leurs terres et leurs bétails.

C'est dans cette direction-là que veulent aller les politiciens maliens et leurs mentors putschistes? Cela ne fera qu'empirer le sort des populations.

La situation dans le nord a déjà provoqué près de trois cent milles réfugiés. Des familles entières ont été contraintes de tout abandonner pour trouver refuge dans les pays voisins. Elles vivent dans des campements de fortune où ils manquent de tout.

Jusqu'à quand durera cette situation dramatique? Personne ne le sait. Mais les populations maliennes n'ont aucun intérêt à suivre les assassins qui veulent faire la guerre au Nord. Et contrairement à ce que déclare le secrétaire général de l'UTM, "*la question fondamentale à l'heure actuelle*" des travailleurs n'est pas la reconquête du Nord mais plutôt la flambée des prix qui a accompagné le putsch. Déjà avant le coup d'Etat la situation était difficile pour les populations pauvres. Mais depuis, elle s'est empirée. De nombreuses familles de travailleurs ne peuvent plus se nourrir car tout est devenu cher.

Les militaires et les politiciens "*civils*" qui sont au pouvoir avec eux ont saisi l'opportunité de la rébellion touareg pour détourner la colère des populations pauvres de la capitale et des autres grandes villes. Mais les travailleurs doivent savoir que leurs vrais ennemis sont d'abord à Bamako. Ce sont ceux qui s'enrichissent sur leurs dos; ce sont les patrons qui les exploitent en ne leur versant que des salaires de misère; ce sont les politiciens au pouvoir (ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui) qui sont de mèche avec les capitalistes et les protègent tout en pillant les caisses de l'Etat. Et derrière tous ces exploiters et voleurs, il y a l'impérialisme français qui depuis la colonisation de cette région de l'Afrique jusqu'à nos jours continue de piller les richesses du continent.

<p style="text-align: center;">LA SITUATION AU NORD DU MALI: UNE DES CONSEQUENCES DIRECTES DE LA CHUTE DU DICTATEUR KADHAFI</p>

C'est le 12 avril que le président de l'Assemblée Nationale, Dioncounda Traoré a été nommé Président de la République malienne par intérim. Et après bien des négociations entre les putschistes d'une part, les dirigeants de l'opposition et les représentants de la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest), d'autre part qu'un premier Ministre de transition a été choisi en la personne de Cheik Modibo Diarra. Ce dernier est un ancien haut cadre de la NASA devenu directeur de Microsoft en Afrique. Il est aussi le gendre de l'ancien dictateur Moussa Traoré. Il a fait le consensus entre les différents protagonistes.

Il faut dire que dans ce pays les événements se sont accélérés depuis quelques mois. La fin du régime de Kadhafi et la crise politique qui s'en est suivie, a entraîné la fuite des mercenaires touaregs qui se sont trouvés en danger dans ce pays. Ils sont partis en amenant avec eux une quantité énorme d'armes de guerre. Ils ont rejoint leur pays d'origine, en grande partie au Mali et au Niger. En même temps une partie d'entre eux en ont profité pour se regrouper dans des organisations comme le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawade) qui réclame l'indépendance de la région nord du Mali qu'il considère comme leur pays d'origine. Quant à l'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) il a pour ambition de créer des groupes armés pour combattre les régimes en place au Mali et au Niger et pour imposer la charia dans la région. Il est lié au GIA (Groupes islamiques Armés) algérien. Il y a aussi le groupe Ansar Eddine, qui se différencie des deux autres sur base des clivages ethniques entre autres. Tous se sont alliés pour s'installer entre autre au Nord Mali en combattant l'Etat le plus faible de la région.

Les premières attaques ont commencé en janvier 2012. Les combats

ont fait rage au mois de mars par la prise de Tessalit, ville malienne située à la frontière de l'Algérie. En quelques semaines les rebelles se sont emparés des grandes villes du nord du Mali. Ils ont pratiquement chassé ou emprisonné les soldats de l'armée malienne des villes de Gao, Tombouctou, Kidal et Douentza. Le groupe de MNLA se disait prêt à collaborer avec Amadou Toumani Touré à condition que l'on s'occupe de la région du Nord, laissée selon lui à l'abandon.

L'hésitation du régime d'ATT devant l'offensive des rebelles a entraîné le coup d'Etat du capitaine Sanogo. Et ce dernier n'a pas eu plus de moyen pour redresser la situation. Et de fait les rebelles touaregs se retrouvent maîtres du nord du Mali. Les nouveaux dirigeants militaires de Bamako ont dû faire appel aux Etats de l'Afrique de l'Ouest pour sortir le pays de l'impasse. Du coup le capitaine Sanogo fut obligé de se plier aux exigences de ces derniers pour qu'ils viennent au secours du Mali. En particulier de libérer ATT et les dirigeants politiques en prison, ensuite rétablir un "*gouvernement civil constitutionnel*".

L'établissement dans le nord du Mali d'une force islamiste n'est pas pour plaire aux dirigeants des pays Ouest africains comme la Côte d'Ivoire, la Mauritanie le Niger, le Burkina-Faso et le Nigéria. Les Etats de l'Europe et d'Amérique ne veulent pas non plus que dans le nord du Mali s'installe le noyau d'un foyer de terrorisme dans la région et par surcroit dans tout le Sahara. Tous cherchent une solution tout en prétendant ne pas vouloir provoquer un embrasement dans la région. Mais quelle que soit la politique que décideront de mener les dirigeants des grandes puissances impérialistes, le sort des populations sera le dernier de leur préoccupation.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.